

Pourquoi la gauche doit augmenter les impôts

23 août 2013



Converti à la baisse des impôts à la fin des années 1990, le Parti socialiste défend désormais la baisse des dépenses. Tous ses principaux responsables ont pris les impôts en grippe [1]. Les catégories populaires et moyennes vont donc payer l'addition des cadeaux fiscaux qui, depuis 2000, ont bénéficié aux plus aisés. Le refus du président de la République d'honorer sa promesse d'une réforme fiscale et d'augmenter sensiblement les impôts [2] a des conséquences désastreuses, alors que notre pays est en crise.

Il ne faut pas se méprendre. La nécessité de réduire les déficits n'est plus discutable, compte tenu de l'état des comptes publics. L'endettement finance de moins en moins des investissements pour les générations à venir, et de plus en plus les dépenses du quotidien de la collectivité. Les charges d'intérêt représentent les deux tiers du budget de l'éducation nationale. Elles enrichissent les plus riches, ceux qui ont les moyens d'épargner et de prêter à la collectivité. Economiser l'argent public est un impératif, quelle que soit la situation économique.

Chaque fonctionnaire devrait avoir conscience que sa paie est aussi financée par les plus pauvres, quand ces derniers font leurs courses par exemple. On peut réaliser des économies en supprimant des services inutiles. Mais soyons réalistes : la majorité précédente a gouverné dix ans et a déjà fait une grande partie des économies possibles [3]. Le fameux train de vie de l'Etat et des collectivités a déjà été ponctionné. Les dépenses publiques, ce sont des services publics bien concrets et pas seulement les salaires des ministres : ceux qui veulent couper à tout-va doivent dire ce qu'ils veulent supprimer, au lieu de rester dans le vague. Souhaitent-ils moins de sécurité, d'enseignement, de soins, de retraites, de justice ? Alors que le nombre de demandeurs d'emploi atteint des records, va-t-on s'attaquer aux plus faibles ?

L'essentiel n'est même pas là. Admettons que l'on puisse économiser 10 ou 20 milliards de dépenses par an. Qui peut défendre qu'il n'en est pas autant à réaliser de façon urgente ? De l'accueil de la petite enfance aux maisons de retraite, en passant par les hôpitaux ou les prisons, la sécurité, la justice ou l'enseignement : chacun s'accorde, bien au-delà des clivages politiques, sur l'ampleur des besoins collectifs et la nécessité des dépenses... Finalement, on ce que l'on aura économisé d'un côté, il faudra le dépenser de l'autre.

La France est parmi les pays où les dépenses publiques et les taxes sont, nous dit-on, au plus haut. Mais cette comparaison ressassée par tous les médias est un non-sens. Cette situation est due aux dépenses de protection sociale en matière de santé et de retraites, moins souvent qu'ailleurs confiées aux assureurs ou aux banquiers et donc comptabilisées comme publiques... Quelle différence pour le citoyen ? En France, l'école est gratuite à partir de trois ans contrairement à de nombreux pays, cela a un coût. Qui veut remettre en cause cela ? Ce qu'un britannique ne

paie pas en impôts, il le verse à une société privée en assurance retraite ou à la caisse de l'école privée du quartier.

Si l'on veut rétablir les comptes, la seule alternative aux coupes dans les dépenses est la hausse des impôts. Économiquement, c'est indispensable, et il est socialement juste que les contribuables - sauf les plus modestes - participent au redressement du pays en fonction de leurs « capacités contributives », comme le veut notre Constitution.

« *Oui, mais alors, nous dit-on, vous allez freiner l'activité.* » Une hausse d'impôt a-t-elle un impact plus grand qu'une baisse de dépense ? Les coupes actuelles nous enfoncent autant dans la récession... Les baisses d'impôts ont nourri l'épargne, c'est aussi l'épargne qui financera les hausses de taxes. L'argent public n'est pas englouti dans un trou noir économique, mais injecté dans un circuit. Contrairement aux gains procurés par une baisse de l'impôt sur la fortune, une augmentation du RSA repart intégralement en activité pour les commerçants du quartier... Comment vivraient les médecins sans remboursements de soins ? Les entrepreneurs de travaux publics sans commande publique ? Une grande partie des secteurs fonctionnent grâce à l'argent de la collectivité.

Drogués aux sondages, l'Elysée et Matignon sont pétrifiés à l'idée d'un effort national. Comme Laurent Fabius hier, Pierre Moscovici, ministre de l'économie, sent un « ras-le-bol fiscal ». A part un intellectuel de gauche chevronné, qui pourrait répondre non à « voulez-vous que l'on réduise les impôts ? » [4]. Croyant analyser l'opinion, l'exécutif bâtit son action sur des réponses sans valeur à des questions qui n'engagent à rien... Il est surtout à l'écoute de l'expression de couches favorisées qui savent s'exprimer haut et fort, qui ont profité à plein des baisses d'impôts d'hier et qui en veulent « toujours plus ».

La démagogie actuelle n'a plus de limites. A gauche comme à droite, on répondra oui aussi à : « *Voulez-vous que les personnes âgées démunies ne finissent plus leur vie dans des mouroirs ?* ». La gestion de l'action publique sous l'emprise des sondages aboutit à une absence de vision à long terme, de cohésion et au tohu-bohu des annonces, toutes « validées »... La fin du politique au profit d'une forme de démagogie molle, conçue sur l'idée de l'opinion que se font trois ou quatre instituts, interprétée par une poignée d'intellectuels. La dégringolade de la popularité du gouvernement résulte de ce pilotage à vue et d'un décalage dévastateur entre les discours et les actes.

« *Le changement, c'est maintenant* »... L'expression prête désormais à sourire. C'est dramatique pour la politique et en particulier vis-à-vis des jeunes. Pourtant, le changement est-il passé aux oubliettes des sondages ? Le discours officiel du Parti socialiste sur la nécessité de ne pas augmenter les impôts reflète-il ce que pensent les militants et les élus ? En politique, il est toujours temps de changer. De défendre des valeurs. Il faut en finir avec la démagogie qui consiste à montrer du doigt les plus faibles (les étrangers, les pauvres « assistés », etc.) pour défendre un effort collectif de redressement national. Cette forme de courage politique pourrait d'ailleurs être payante électoralement, aussi paradoxal que cela semble aux sondeurs.

Louis Maurin

Directeur de l'Observatoire des inégalités. Auteur de « [Déchiffrer la société française](#) », éditions La découverte, 2009.

Article actualisé le 23 août 2013. La première version est parue dans le quotidien [Le Monde](#) du 28 mars 2013.

Photo / [Hirlimann Charles \(Wikimedia Commons\)](#)

[1] Ce qui rappelle le début des années 2000, quand Laurent Fabius alors ministre des finances estimait que la gauche ne pouvait perdre les élections que si elle ne réduisait pas les impôts. On a vu le résultat.

[2] Sur les raisons profondes de ce renoncement lire : « [Pourquoi le gouvernement renonce à réformer les impôts](#) », Observatoire des inégalités, 25 janvier 2013.

[3] Il est d'ailleurs cocasse d'entendre le président de l'UMP Jean-François Copé, qui a été ministre du Budget durant deux ans et demi de 2004 à 2007 donner des leçons de baisse des dépenses.

[4] Pour en savoir plus sur le rôle des sondeurs voir « [Pourquoi le gouvernement renonce à augmenter les impôts](#) », op cit.

1. Emplacement :

[Accueil](#) > [Articles](#) > [Points de vue](#) >

2. Adresse de cet article : <https://www.inegalites.fr/Pourquoi-la-gauche-doit-augmenter-les-impots>